

Comment les Allemands retrouvent une eau pure

En Bavière, le coût de pouce à la filière bio a permis de faire chuter la facture de dénitrification. Une expérience qui intéresse la France.

En agriculture, produire propre coûte moins cher que dépolluer l'eau. Ce n'est plus parole d'écolos, mais le discours officiel du ministère de l'Écologie et du Développement durable (MEDAD) qui fonde cette affirmation sur des exemples concrets.

Le ministère invite les Agences de l'eau à encourager le développement de l'agriculture biologique afin de protéger les captages d'eau potable. Un des exemples sur lequel s'appuie le ministère est celui de la ville de Munich, en Allemagne, qui a peaufiné ses calculs grâce à plus de seize ans de recul. Constatant que les teneurs en nitrates et en pesticides augmentaient depuis les années 1960 (à raison de +0,5 microgramme/litre/an de nitrates entre 1975 et 1991), Munich débute, en 1991, un programme de promotion de l'agriculture biologique.

Agriculteurs plus nombreux

La ville décide d'accompagner les agriculteurs à tous les niveaux : technique, financier et commercial (Munich est devenu le premier client des producteurs bio, pour ses cantines notamment). Résultats : depuis 1991, 83 % des 2 250 ha de terres agricoles sont passés en bio (en plus des 2 900 ha de forêts).

À l'inverse de la tendance générale, les agriculteurs sont plus nombreux : 23 dans les années 1990, 107 aujourd'hui. Quant à l'effet sur l'eau, les chiffres parlent d'eux-mêmes : les teneurs en nitrates ont diminué de 43 % et les teneurs en



En agriculture, produire propre coûte moins cher que dépolluer l'eau. C'est la conclusion des autorités bavaroises. Ici, le village de Habach au bord du lac de Staffelsee.

produits phytosanitaires de 54 % depuis 1991. Cerise sur le gâteau : le programme de soutien à l'agriculture bio est rentable : il coûte 750 000 €/an à la ville de Munich, soit moins d'un centime d'euro par mètre cube d'eau distribuée.

« À titre de comparaison, le coût de la dénitrification d'une eau de plus de 50 microgrammes/litre est estimé en France à 27 centimes d'euros par mètre cube d'eau distribuée », précise le Medad. Il faut encore ajouter le coût de retraitement des pesticides.

La France, maintes fois épinglée par Bruxelles pour la mauvaise qualité de ses eaux, va-t-elle éboffer le pas de la ville de Munich ?

Pour la première fois, une agence de l'eau, celle de Seine-Normandie, a signé, le 31 janvier, à Dourdan (Essonne) un contrat de cinq ans avec un groupement d'agriculteurs biologiques (GAB), en vue de préserver 342 captages d'eau potable prioritaires de la Région Ile-de-France, dont 202 en Seine-et-Marne.

Le contrat est doté d'un budget

prévisionnel de 200 000 €/an (qui s'ajoute aux aides à la conversion), cofinancé à 50 % par l'Agence de l'eau, à 25 % par le Conseil régional et à 25 % par le GAB d'Ile-de-France. Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État à l'Écologie, présente lors de la signature, a souhaité que les agences de l'eau concluent des accords de ce type sur tout le territoire. D'autres contrats sont à l'étude en Champagne-Ardenne et dans le Nord.

Anne-Françoise ROGER.